



Le tour des travailleurs, c'est le 9 avril !

Le bulletin cheminot du NPA Le Mans - 3 avril 2015 - #11

Le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier : les milieux populaires ont déserté les urnes, la droite en a tiré largement parti, le Front national obtient une centaine d'élus et le Parti socialiste perd la moitié des départements qu'il gérait. Valls est bien obligé cette fois de reconnaître la défaite mais annonce la poursuite de la politique antisociale qui y a conduit !

Le Pen et Sarkozy préparent 2017

Pas la peine d'écouter les commentateurs politiques pour comprendre que la claque infligée au PS profite aujourd'hui à tous ceux qui rêvent de revenir au pouvoir ou d'y accéder pour mener la même politique au service des riches et des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures anti-chômeurs, anti-immigrés et profondément réactionnaires. À ce petit jeu électoral, tous les travailleurs, les jeunes, les classes populaires seront perdants. Alors décidément, c'est sur un autre terrain que nous devons fourbir nos armes !

C'est dès maintenant que le monde du travail doit riposter

De toute façon, nous n'avons pas le temps d'attendre les prochaines élections. C'est maintenant que nous bouclons les fins de mois le 20, voire le 15. C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue...). C'est dès maintenant qu'il faut riposter.

Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde.

Mais les réactions, d'importance diverse, sont nombreuses dans bien des secteurs, fréquemment provoquées par les déclarations de bénéficiaires des grands groupes, de salaires mirobolants de PDG ou de dépenses fastueuses d'une direction ou d'actionnaires. Des réactions auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, les suppressions et manques d'effectifs, les trop

fortes charges de travail, et bien sûr les licenciements et fermetures d'usines ou de sites : à la Poste, à la SnCF, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les douaniers, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les travailleurs des équipements sportifs ou des cantines, les enseignants de collèges ou de CFA, les contrôleurs aériens... Sans oublier la Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès, le reflet de la colère sociale contenue depuis des années.

Une première étape : toutes et tous en grève le 9 avril !

Les organisations syndicales FO, CGT, Solidaires et FSU appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron, qui va généraliser le travail du dimanche et casser le Code du travail afin de donner tous les droits aux patrons. Saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique du gouvernement PS-Medef.

Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour avancer dans l'idée de faire converger toutes les luttes dispersées. Mais avec la certitude qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande, que cela doit être le début d'un retour prolongé du monde du travail sur la scène sociale.



Chibanis : le procès de la SNCF

Du 23 au 27 mars, a lieu le procès de 916 cheminots marocains retraités contre la SNCF, qu'on appelle les Chibanis (personne âgée en arabe). Ces cheminots ont dû travailler en moyenne 7 ans de plus pour des retraites trois fois moindres ! La discrimination a porté aussi sur les qualifications et toutes sortes de protections sociales. Par exemple, ils n'avaient pas droit à la médecine SNCF et les pensions de reversion versées à leurs veuves sont misérables : en moyenne 300 euros par mois.

Jusqu'ici, la SNCF a utilisé tous les moyens pour faire traîner le procès. La division ne profite qu'aux patrons. Si nos camarades marocains gagnent, nous gagnons tous.

Les assistés, ces ont nos patrons

Ecomouv', qui était chargée de collecter l'écotaxe, aujourd'hui supprimée, vient de recevoir de l'État 403 millions d'euros. C'est la moitié des indemnités prévues par l'État (800 millions) pour la perte de ce juteux marché.

Les 190 salariés de la société ont été licenciés avec des indemnités au ras des pâquerettes (5 ou 6 mois de salaire selon l'ancienneté et un an de congé formation).

La quasi-totalité du pactole va être empochée par les patrons d'Ecomouv'... dont la SNCF qui en possède des parts !

En voilà, des « assistés » qui coûtent cher.

Une grève qui s'entend

Le personnel de radio France est en grève depuis le 19 mars contre la suppression de 200 à 300 emplois.

Selon la direction, le mouvement serait suivi par une minorité des 4 600 salariés. Toutes les stations sont en tout cas paralysées, et diffusent une bande musicale à la place des programmes habituels. Cela n'a pas empêché bien des auditeurs de leur exprimer leur soutien.

« Il faut que cette grève s'arrête », a déclaré Manuel Valls, en « sommant le Président de Radio France de prendre ses responsabilités »... Ce qui est, comme l'ont fait remarquer les syndicats, une façon d'essayer de se dédouaner, en cachant les responsabilités du gouvernement.

Serge Dassault soupçonné de fraude fiscale : jamais deux sans trois

Avril 2014, juin 2014, mars 2015 : cela fait trois fois que Serge Dassault, sénateur et ancien maire de Corbeil-Essonnes se fait rappeler à l'ordre pour n'avoir jamais déclaré les 22 millions d'euros planqués sur des comptes au Luxembourg. Condamné pour corruption en 1998 et visé par d'autres enquêtes judiciaires (achat de votes, tentatives de meurtre...), l'avionneur multimilliardaire multiplie les casseroles au fil des ans.

Si pour les petits délinquants la justice frappe vite et fort, elle a le bras étonnamment mou pour les riches.

Le chômage tue

Selon une étude de l'Institut français pour la recherche médicale, le taux de mortalité des chômeurs serait trois fois supérieur au reste de la population. Suicides, maladies cardio-vasculaires, etc., le chômage tuerait entre 10 000 et 20 000 personnes par an. Une seule solution : se débarrasser des licenciés, pour que le monde du travail prenne en charge lui-même la société. Partage du travail entre tous !

Plus de 480 SDF décédés en 2014

Le 17 mars, le collectif des Morts dans la rue rendait hommage place de la République à Paris aux 480 SDF morts en France l'an dernier. Début 2012, on comptait 141 500 personnes sans abri. Pourtant, il y a 2,6 millions de logements vides en France (11 millions en Europe !).

Le chômage et les loyers trop élevés expliquent entre autres cette barbarie qui se perpétue d'année en année.

Je peux dire une macronerie ?

Conduire des cars après minuit, un dimanche, sans recours possible aux prud'hommes ? Le Medef en a rêvé, le ministre-banquier Macron l'a fait.

Dans la rue et en grève le 9 avril contre tous les macros qui gouvernent !



Mobilisation dans la santé au Mans

Samedi 28 mars avait lieu une marche pour la santé, à l'appel des salariés et de l'intersyndicale de l'hôpital du Mans et d'Allonnes, qui a réuni près de 400 personnes en centre ville. Soignants comme usagers, nous avons dénoncé le manque de personnels, le manque de moyens, la dégradation de la prise en soin des patients ainsi que la future loi de santé. L'hôpital psychiatrique d'Allonnes est mobilisé lui aussi depuis deux semaines maintenant.

Parce que le gouvernement prévoit de nouvelles économies au mépris de la santé de la population, en Sarthe comme ailleurs, il est temps de faire converger nos luttes !

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter ou à diffuser ce bulletin autour de toi:
npa.sarthe@gmail.com**